

# SOLID'AIR CentrOuest

Septembre  
2022



## Edito

Journée métiers à la DIRCOFI Centre Ouest : une invitation devenue convocation !

Il est de tradition d'annoncer une rentrée sociale chaude en septembre. La période actuelle suscite toutefois des inquiétudes particulières dans le contexte hyper-inflationniste que nous vivons, alimentées par des crises énergétique et écologique, avec la perspective d'une réforme régressive des retraites.

Sur le sujet des retraites, une large réticence se dégage au niveau des partis politiques (hormis Renaissance), des organisations syndicales et patronales, des citoyen.nes. Un sondage indique que 89 % des Français.es sont opposés.es à un report de l'âge de départ à 65 ans et plus. Le COR (conseil d'orientation des retraites) a produit un rapport annuel sur l'état de notre système de retraite (15/09/2022). La conclusion de la synthèse du rapport est claire : « il convient de souligner les fortes incertitudes qui entourent les travaux de projection présentés dans ce rapport ». Outre que le système de financement des retraites est excédentaire en 2021 de 900 millions d'euros et en 2022 de 3,2 milliards d'euros, il ne se dégage aucun déséquilibre alarmant pour la suite. De 2022 à 2032, la situation financière se détériorerait avec un déficit allant de -0,5 point de PIB à -0,8 point de PIB en fonction de la convention et du scénario retenu (soit entre 10 et 25 milliards d'euros). Et si on arrêta l'exonération des cotisations sociales (9,7 milliards d'euros en 2019 [de manque à gagner]) ? Quid du financement des cadeaux fiscaux faits aux plus gros contribuables, qui engrangent actuellement des supers profits ? Aucune autre piste n'est explorée, comme une cotisation sociale sur les dividendes des actionnaires, la taxation des supers profits ou simplement l'égalité salariale femmes-hommes pour que celles-ci ne soient pas encore les grandes perdantes de

cette réforme. Pourquoi ce choix dogmatique de vouloir nous faire travailler plus longtemps, alors que de nombreuses autres possibilités existent pour faire levier afin de maintenir le système de financement à l'équilibre ? D'après le gouvernement, le report d'âge de départ à la retraite financerait des marges pour l'école, le grand âge, l'écologie,... Ce n'est donc pas pour financer le système de retraite !

La DIRCOFI Centre-Ouest fait revivre les journées métiers (le 11/10 (Tours) et le 13/10 (Nantes)) en plénière et en présentiel. Si Solidaires se plaît à souligner la qualité du travail et des dossiers présentés par les agent.es ainsi que les enrichissantes rencontres avec des collègues souvent éloigné.es, Solidaires se joint aux questionnements de certain.es agent.es. Cela commence par une communication maladroite de l'évènement : la Direction a voulu jouer la carte de l'invitation et du choix, avant de se raviser (faute de collègues intéressé.es à la hauteur de ses espérances) et de revenir, à ce qu'elle maîtrise le mieux, la convocation et la justification ! A l'instar des éditions passées, il s'agirait, non d'une réunion classique, mais d'une action de formation professionnelle. Fort bien ! Les intervenant.es ne manqueront sans aucun doute d'être payé.es comme des formateurs ou formatrices... Une question sanitaire se pose : le COVID 19 est en train de remonter en flèche. Le Secrétariat Général de Bercy vient de rappeler, dans son flash infos du 23 septembre, que « L'organisation de réunions en mode mixte (audio, visio et présentiel) est conseillée. » La Direction envisage-t-elle une organisation en co-modalité ? La mise en œuvre d'une visio serait pertinente dans la mesure où il s'agit essentiellement d'une communication descendante. Au surplus, cette modalité permettrait à celles et ceux qui le souhaiteraient d'éviter un temps de trajet souvent élevé.

N°9

## Citation du mois

**"IL Y A DEUX FAÇONS DE SE TROMPER : L'UNE EST DE CROIRE CE QUI N'EST PAS, L'AUTRE DE REFUSER DE CROIRE CE QUI EST", SOREN KIERKEGAARD.**

## La lanterne sociale

**Alors que les méthodes actuelles de management des personnels tendent à l'agilité et à la confiance, la direction de la DIRCOFI Centre Ouest pratique la méthode de la carotte et du baton (mais en oubliant la carotte) !**

**TA VOIX, NOTRE FORCE!**



## EDITO (SUITE)

En cette période de disette budgétaire, le coût de cette journée reste inconnu à ce jour, mais sans doute n'est-il pas négligeable. D'autant que le coût en temps est aussi significatif (l'inflation des objectifs à la DIRCOFI Centre-Ouest ne favorise pas les respirations professionnelles). En cette période de crises énergétique et écologique,

faire déplacer a minima plusieurs dizaines de personnes sur la route pour une journée interroge (sans évoquer le risque routier) ? Alors que l'organisation de journées métiers n'est pas nouvelle à la DIRCOFI Centre-Ouest, le contexte a changé rendant tout-à-fait légitimes les questions des personnels sur les modalités de tenue de cette journée.

**Solidaires Finances Publiques appelle à la grève du jeudi 29 septembre 2022 pour une véritable revalorisation de notre rémunération (Cf. tract joint).**



## DGFIP/ CONTRÔLE FISCAL : UNE PERTE D'ATTRACTIVITÉ INQUIÉTANTE

- 20.737 candidat.es inscrit.es au concours d'agent.e C en 2016 pour 13.663 en 2022,
  - 13.974 candidat.es inscrit.es au concours externe de contrôleur(se) en 2016 pour 10.609 en 2022,
  - 8.184 candidat.es inscrit.es au concours externe d'inspecteur(rice) en 2016 pour 6 644 en 2022 ;
- un constat s'impose : la DGFIP attire moins !

Cette situation n'est certes pas l'apanage de notre administration : l'éducation nationale, l'hôpital, le ministère de l'Intérieur... connaissent des situations analogues de difficultés de recrutement et de perte d'attractivité. La politique de « fonctionnaire bashing » entretenue depuis plusieurs années n'est pas étrangère à ce contexte.

La DGFIP, au travers d'un pilotage par l'ENFIP, a réagi en mettant en place une politique de communication. Diverses initiatives et moyens sont mis en œuvre pour faire connaître les métiers de notre administration : webinaire « Attractivité de la DGFIP », participation aux salons étudiants (distribution d'articles publicitaires), présence sur certains réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn,...), chaîne Youtube de l'ENFIP, publication d'articles dans la presse quotidienne régionale, publication de livrets d'accueil (1 généraliste et 3 spécifiques (apprenti.es, stagiaires, contra-ctuel.les)), campagne d'affichage sur les bus ou tramway des villes (exemple de Rennes avec la DRFiP 35), rénovation de l'espace recrutement sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), etc. Des conventions de partenariat sont signées entre

certaines directions locales et des universités (notamment dans le cadre des stages et de l'apprentissage ou encore de classes Prépa Talents pour préparer les concours externes de contrôleur(se) et d'inspecteur(rice)).

Si cette politique de communication peut présenter un réel intérêt pour réactiver l'attractivité de la DGFIP, quelques initiatives ne manquent pas de faire sourire (certaines vidéos mettant scène les témoignages de collègues relèvent plus de la publicité et que de la réalité professionnelle vécue par une grande majorité d'agent.es... heureusement que l'idée de faire des vidéos de « Lou Ravi » de notre administration n'a pas atteint la DIRCOFI Centre Ouest, pas sûr que les témoignages d'une majorité de nos collègues auraient la même tonalité...).

Toutefois, la perte d'attractivité de la DGFIP ne se limite pas à une insuffisante connaissance de nos métiers par les jeunes. Nos métiers doivent être questionnés notamment en termes de rémunération, de contenu, de conditions de travail, de mobilité, de sens de la mission. Solidaires rappelle que l'attractivité du service public de l'impôt nécessite une réelle reconnaissance des personnels, tant au niveau du pouvoir d'achat que des conditions de travail.

Au sein de la DGFIP, les métiers du contrôle fiscal connaissent une relative désaffection. La DIRCOFI Centre Ouest en fournit un bel exemple. Certain.es agent.es nous font part de leur souhait de quitter la DIRCOFI et la sphère du contrôle

fiscal. L'inflation des objectifs, le flottement dans la mission de contrôle, les dysfonctionnements récurrents de certaines applications, la suppression des emplois... dégradent l'exercice des métiers et augmentent la charge mentale. Cependant, ces collègues ne vont pas jusqu'à déposer une demande de mutation car les nouvelles règles de gestion ne permettent plus d'avoir une visibilité géographique et fonctionnelle sur le poste d'arrivée. Un.e agent.e en poste à la DIRCOFI Centre Ouest à Rennes serait conduit.e à déposer une demande de mutation pour la DRFiP 35, sans savoir s'il ou elle pourrait obtenir le SGC de Redon ou le SIP de Fougères (après avoir été traité.es dans le mouvement départemental des arrivées extérieures, après le mouvement local interne) !

Pour les chef.fes de service de proximité, la situation n'est guère plus réjouissante. Les postes de chef.fes de brigade peinent à trouver des inspecteurs(rices) principaux(ales). A l'arraché (et à moindre coût pour l'administration), des IDIV viennent prendre ces postes laissés vacants. Outre le manque criant d'IP au niveau national, la fonction de chef.fe de brigade attire moins ; la fonction d'auditeur.ice semble attirer davantage. Plusieurs encadrant.es de proximité à la DIRCOFI Centre Ouest ont payé de leur santé les dégradations des conditions de travail parfois induites par une Direction peu bienveillante.